

## **Commune de Saint Paul Cap de Joux**

### **COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**

#### **SEANCE DU 4 FEVRIER 2016**

**L'an deux mille seize, le quatre février, à vingt heures trente**, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **27 janvier 2016**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Bernard BARDOU, Michel BELAVAL, Corinne BOUTIÉ, Marie-Françoise DURIS, Noël FERRAN, Danielle LANDEZ, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Carole PUYELO, Sophie SENCE, Annie VALERO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Eric VERNHÈRES, Philippe VIALA, Thierry VIALARD.

Absents excusés :

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

#### **ORDRE DU JOUR**

1. Présentation du travail de la commission petite enfance, enfance et jeunesse de la CCLPA
2. Aides à l'installation d'un médecin généraliste
3. Régularisation parcellaire au lieu-dit En Bidou
4. Accessibilité de l'entrée de la mairie – Demande de subvention
5. Mise en œuvre du temps partiel et ses modalités d'exercice
6. Ouverture de crédits
7. Questions diverses

*M. le Maire propose la modification de l'ordre du jour par le rajout du point suivant :*

- *Autorisation permanente d'attribution de secours*

*Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve et décide la modification de l'ordre du jour de la présente séance par l'adjonction des points susmentionnés.*

#### **1) Présentation du travail de la commission petite enfance, enfance et jeunesse de la CC Lautrécois-Pays d'Agout**

Danielle Landez expose que dans le cadre du renouvellement du contrat enfance jeunesse avec la CAF, un diagnostic du territoire de la CCLPA a été élaboré pour connaître son évolution et permettre ainsi de rééquilibrer les actions si nécessaire. De même un questionnaire a été adressé aux familles pour recenser les avis et besoins.

Elle présente le diaporama vu lors de la commission du 16 septembre 2016 :

- Etat des lieux du territoire de la CCLPA fait à partir des données INSEE : population, bassins de vie, l'emploi, le logement, les familles et les enfants.

En 2014, le territoire de la CCLPA compte 2 619 enfants de 0 à 17 ans répartis de la manière suivante :

- 815 ont entre 0 et 5 ans (400 pour les 0-2 ans et 415 pour les 3-5 ans)
- 937 ont entre 6 et 11 ans
- 867 ont entre 12 et 17 ans

|   |
|---|
| <b>PETITE ENFANCE</b>   |
| <u>Actions de la CCLPA</u><br>3 crèches (Lautrec, Vielmur et St Paul Cap de Joux) pour les 0-4 ans : 60 places au total.<br>1 Relais d'assistantes maternelles : 189 places au total pour 55 assistantes maternelles.   |
| <u>Avis des familles</u><br>Des services repérés, qui fonctionnent et donnent majoritairement satisfaction aux familles.<br>Bon équilibre entre accueil collectif et individuel même si l'offre est disparate sur le territoire.<br>Leurs attentes : flexibilité des horaires et plus de places en crèche (alors que les demandes semblent toutes trouver une solution).  |
| <u>Orientation du groupe de travail</u><br>Maintien et consolidation de l'existant pour les crèches et le RAM (avec un lien sur l'accueil de l'enfant handicapé évoqué par les autres groupes).   |
| <b>ENFANCE</b>  |
| <u>Actions de la CCLPA</u><br>7 écoles et 5 RPI (Regroupement pédagogique intercommunal) publics.<br>2 écoles privées.<br>4 Accueils de loisirs (3 associatifs, 1 géré par la CCLPA) qui interviennent sur les communes de Vénès, Lautrec, Montdragon, Vielmur et St Paul Cap de Joux.  |
| <u>Avis des familles</u><br>Des services repérés, qui fonctionnent et donnent majoritairement satisfaction aux familles.<br>Leurs attentes : demande d'activités éducatives dans les garderies municipales et/ou création d'ALAE – Problématique de la fermeture des ALSH en août – Nécessité d'un transport le mercredi midi pour l'accueil des enfants l'après-midi – Manque un accueil pour un enfant porteur de handicap.   |
| <u>Orientation du groupe de travail</u><br>Information et valorisation de l'accueil d'un enfant handicapé.<br>Question du transport.<br>Valorisation des séjours mutualisés permettant de créer un lien entre tranches d'âges différentes mais aussi la rencontre d'enfants de communes éloignées qui n'auraient jamais eu l'occasion de se connaître.  |
| <b>JEUNESSE</b>   |
| <u>Actions de la CCLPA</u><br>Séjours jeunesse.<br>Chantiers Loisirs Jeunes.<br>Formation BAFA sur le territoire avec aide financière.  |
| <u>Avis des familles</u><br>Des actions jeunes qui demandent encore à être repérées, mais qui fonctionnent et donnent majoritairement satisfaction aux familles.<br>Leurs attentes : la création d'un lieu d'accueil et d'actions citoyennes, soutenues par un engagement politique.<br>Les attentes des jeunes s'orientent plutôt sur des séjours et un lieu de rencontre avec également des actions plus ponctuelles (autour de rencontres, sorties...).  |
| <u>Orientation du groupe de travail</u><br>L'information des actions proposées semble prioritaire à travailler (outil avec utilisation des réseaux sociaux plus propice et en phase avec cette tranche d'âge).<br>La valorisation des séjours mutualisés permettant la rencontre d'enfants du territoire.<br>La question sur la mobilité des jeunes et du transport reste un point de réflexion pour ce territoire étendu.<br>La nécessité de maintenir les formations BAFA afin de répondre aux demandes du territoire (difficulté à recruter des animateurs).<br>La réactualisation du guide des associations culturelles, sportives de la CCLPA afin de donner un outil aux familles / offres sur le territoire. |

M. le Maire rappelle que la commune de St Paul Cap de Joux ne perçoit encore aucun remboursement de la CCLPA (idem pour Vénès et Vielmur), en ce qui concerne la mise à disposition des locaux pour l'organisation de l'ALSH. Seule la commune de Lautrec a été indemnisée en 2015.

## **2) Aides à l'installation d'un généraliste (2016/01)**

M. le Maire rend compte de sa rencontre avec un médecin souhaitant s'installer dans la région et présente les aides qu'ils sollicitent auprès de la Commune pour faciliter son installation :

- prise en charge financière du déménagement : 5 484.00 € TTC
- achat de matériel et logiciel informatique : 5 644.99 € TTC
- Mise à disposition gratuite d'un cabinet médical pendant 5 ans

M. le Maire précise que le rez-de-chaussée de l'appartement de la gendarmerie pourrait accueillir le cabinet médical, toutefois des travaux de mises en conformité (accessibilité) à la charge de la Commune seront nécessaires.

M. le Maire propose au Conseil municipal de s'exprimer sur un accord de principe dans un premier temps. Si le médecin décide de s'installer à Saint Paul Cap de Joux, une convention d'engagement serait rédigée et pourrait préciser notamment une durée minimum d'exercice (5 ans) sur la commune et des modalités financières en cas de non-respect de celle-ci.

### **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- Accepte la prise en charge par la collectivité des dépenses mentionnées ci-dessus ;
- Demande la signature d'une convention bipartite d'engagement si le médecin donne une suite favorable à ces propositions ;
- Charge M. le Maire d'informer le médecin de cette décision.

### *Argumentation préalable au vote :*

- *M. le Maire expose que ce médecin a pris contact avec 4 communes, dont 2 dans le sud du Tarn. Le village semble leur avoir plu ; l'environnement économique est un facteur important (présence d'une pharmacie, kinésithérapeutes...), de même que le classement de la commune en ZRR (Zone de revitalisation rurale) en termes d'exonérations fiscales. M. le Maire cite des exemples d'aides à l'installation accordées par d'autres communes, dont une qui a fait le choix de salarier un médecin.*
- *Les élus sont conscients de la raréfaction des médecins généralistes dans les zones rurales et que sans aides à l'installation, aucun médecin ne s'installera dans ces secteurs. Le plus dérangeant c'est que l'accès aux soins n'est plus équitable, seules les collectivités qui auront les moyens financiers pourront offrir ces aides.*
- *M. le Maire précise que de nombreuses entreprises bénéficient aussi d'aides publiques du Département ou de la Région lors de leur installation, y compris les plus grosses entreprises.*

## **3) Régularisation parcellaire En Bidou (2016/02)**

M. le Maire informe de la division de la propriété de M. Jean-Antoine SEON et présente le document d'arpentage établi par VALORIS Géomètre-expert de Revel :

La parcelle ZE 88, contenant actuellement l'exploitation agricole et la maison d'habitation est divisée en 4 parcelles :

- ZE 90 : exploitation agricole
- ZE 91 : habitation
- ZE 92 : accès créé pour desservir l'habitation ZE 91
- ZE 93 : exploitation agricole

M. le Maire fait part de la proposition de M. Jean-Antoine SEON : il propose de céder gracieusement à la commune, la parcelle ZE 92 d'une contenance de 312 m<sup>2</sup>, pour d'éviter la création d'une servitude sur cette parcelle servant d'accès à l'habitation.

M. le Maire précise que cette parcelle se situe dans le prolongement de la voie communale n°2.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité (Pour : 14 – Abstention : 1) :**

- Accepte l'acquisition de la parcelle cadastrée section ZE n°92, d'une contenance de 312 m<sup>2</sup>;
- Dit que cette cession se fera à titre gratuit. Tous les frais relatifs à cette cession seront à la charge de M. Jean-Antoine SEON ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous documents, faire et dire tout ce qui sera utile et nécessaire pour mener à bien ce dossier.

#### **4) Accessibilité du hall d'entrée de la mairie – Demande de subvention (2016/03)**

M. le Maire rappelle que les travaux d'accessibilité extérieure de la mairie ont été réalisés en 2015, et propose de mettre en accessibilité le hall d'entrée de la mairie en créant un sas équipé d'une porte automatique coulissante deux vantaux.

M. le Maire propose de solliciter une subvention à l'Etat (DETR 2016) et au Département du Tarn (FDT Axe 1 – Mesure 1) et d'adopter le plan de financement suivant :

| Dépenses HT   |                    | Recettes            |      |                    |
|---|--------------------|---------------------|------|--------------------|
| Création d'un sas (châssis fixe)<br><i>avec options</i> | 6 612.76 €         | DETR                | 30 % | 3 384.83 €         |
|   |                    | Département         | 30 % | 3 384.83 €         |
| Fourniture et pose d'une porte<br>automatique           | 4 670.00 €         | FDT Axe 1- Mesure 1 |      |                    |
|   |                    | Commune             | 40 % | 4 513.10 €         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>11 282.76 €</b> | <b>TOTAL</b>        |      | <b>11 282.76 €</b> |

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- Accepte le plan de financement tel que décrit ci-dessus ;
- Sollicite une subvention auprès de l'Etat et du Département du Tarn ;
- Donne pouvoir à M. le Maire pour signer tous documents relatifs à l'exécution de cette décision.

#### **5) Règlement sur le temps partiel et ses modalités d'application (2016/04)**

M. le Maire rappelle à l'assemblée que le temps partiel sur autorisation et le temps partiel de droit constituent des possibilités d'aménagement du temps de travail pour les agents publics.

Les principes généraux sont fixés par les dispositions législatives et réglementaires suivantes :

- Articles 60 à 60 bis de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- Article 9 de l'ordonnance n°82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel par les fonctionnaires et les agents des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif ;
- Décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale.

Le temps partiel sur autorisation s'adresse : aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non titulaires employés à temps complet et de manière continue depuis plus d'un an.

L'autorisation qui ne peut être inférieure à un mi-temps, est accordée sur demande des intéressés, sous réserve des nécessités, de la continuité et du fonctionnement du service et compte tenu des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail.

Le temps partiel de droit pour raisons familiales s'adresse : aux fonctionnaires titulaires ou stagiaires et aux agents non titulaires, employés à temps complet et de manière continue depuis plus d'un an.

Pour l'essentiel identique au temps partiel sur autorisation, sous certaines conditions liées à des situations familiales particulières, le temps partiel de droit est accordé sur demande des intéressés, dès lors que les conditions d'octroi sont remplies.

Dans les deux cas, le travail peut être organisé dans le cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel.

Il appartient donc au Conseil Municipal, après avis du Comité Technique Paritaire, d'ouvrir la possibilité d'exercice du temps partiel dans la collectivité et d'en définir les modalités d'application. En effet, la réglementation précitée fixe le cadre général dans lequel s'exerce le temps partiel mais ne régit pas certaines modalités qui doivent être définies à l'échelon local.

C'est au Maire chargé de l'exécution des décisions du Conseil Municipal d'accorder les autorisations individuelles, en fonction des contraintes liées au fonctionnement des services.

Le Maire propose au Conseil municipal, d'instituer le travail à temps partiel pour l'ensemble des agents de la Commune et d'en fixer les modalités d'application :

- l'autorisation de travail à temps partiel est accordée sous réserve des nécessités du fonctionnement des services, notamment de l'obligation d'en assurer la continuité compte tenu du nombre d'agents travaillant à temps partiel ;
- le temps partiel sur autorisation peut être organisé dans le cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel, annuel ;
- le temps partiel de droit, pour raisons familiales, peut être organisé dans le cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel, annuel ;
- les quotités de temps partiel sur autorisation sont fixées, au cas par cas, entre 50 et 90 % (par multiple de 10%) ;
- la durée des autorisations est fixée entre 6 mois et un an, renouvelable par tacite reconduction pour une durée identique dans la limite de trois ans. A l'issue de ces trois ans, la demande de renouvellement de la décision doit faire l'objet d'une demande et d'une décision expresses.
- les demandes devront être formulées dans un délai de deux mois avant le début de la période souhaitée ;
- les demandes de modification des conditions d'exercice du temps partiel, en cours de période, pourront intervenir :
  - A la demande des intéressés dans un délai de deux mois avant la date de modification souhaitée,
  - A la demande du Maire, si les nécessités du service et notamment une obligation impérieuse de continuité le justifie.
- à l'issue d'une période de travail à temps partiel, les agents sont réintégrés de plein droit dans leur emploi à temps plein, ou à défaut dans un autre emploi conforme à leur statut ;
- après réintégration à temps plein, une nouvelle autorisation d'exercice à temps partiel ne sera accordée qu'après un délai de un an, sauf en cas de temps partiel de droit ;
- pendant les périodes de formation professionnelle incompatibles avec l'exercice des fonctions à temps partiel (formation d'adaptation à l'emploi, formation continue, préparation aux concours), l'autorisation de travail à temps partiel des fonctionnaires titulaires sera suspendue.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- institue le travail à temps partiel pour l'ensemble des agents de la Commune, selon les modalités exposées ci-dessus,
- autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

*M. le Maire précise qu'un agent reprendra son temps de travail à 80% à l'issue du congé parental de 6 mois.*

## **6) Ouverture de crédits (2016/05)**

M. le Maire propose d'ouvrir dès à présent, au budget primitif 2016 divers crédits :

### **BUDGET PRINCIPAL**

- Logiciel secrétariat de mairie : 2 400 €  
Renouvellement de la licence des logiciels JVS Mairistem  
Compte 2051 – 16001
- Secours et dots : 500 €  
Compte 6713

### **SERVICE ASSAINISSEMENT**

- Captage eaux pluviales avenue du Relai : 12 000 €  
Compte 2315 – 16001

### **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- Accepte les ouvertures de crédits telles que mentionnées ci-dessus ;
- Donne pouvoir à M. le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

## **7) Questions diverses**

### **Autorisation permanente d'attribution de secours (2016/06)**

M. le Maire informe le Conseil municipal qu'il serait souhaitable de lui octroyer une autorisation d'attribution de secours permanente afin de pouvoir réagir dans les situations d'urgences pour un montant maximum de 100 €.

### **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- Autorise M. le Maire, de façon permanente, à octroyer un secours d'une valeur de 100 € maximum dans les situations d'urgences.
- Donne pouvoir à M. le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

### **Groupe scolaire**

M. le Maire rend compte de sa rencontre avec M. Frédéric Brabet, Inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription de Lavaur qui lui a annoncé la fermeture d'une classe à la prochaine rentrée. Malgré quelques arrivées prévues il manquera des enfants pour maintenir le poste. Vielmur se trouve dans le même cas.

En conséquence, les modalités financières avec l'association ALPA en charge de l'ALAE, devront être réétudiées.

Par ailleurs le collège de Lavaur étant saturé et celui de Vielmur n'étant pas au complet, tous les enfants de Damiatte et Saint Paul Cap de Joux devront aller à Vielmur à compter de la prochaine rentrée.

### **Suppression du CCAS**

Certains membres du CCAS ont appris la suppression du CCAS, avant que M. le Maire n'ait pu les en informer. Mécontents, Mme Alice Séon, Mrs André Jouqueviel et Bernard Fleischmann ont sollicité un rendez-vous le 12 janvier 2016.

M. le Maire s'est voulu rassurant et leur a précisé qu'il n'y avait pas de remise en cause de l'action sociale. Tous les biens du CCAS seront transférés à la Commune ce qui assure également la garantie qu'ils ne seront pas transférés à l'intercommunalité du fait de la création d'un CIAS (Centre intercommunal d'action sociale). Il cite en exemple les zones d'activités économiques qui relèveront désormais de la seule compétence de l'EPCI et qui va donc se traduire par un transfert des ZAE communales existantes à l'EPCI concomitamment au transfert de plein droit de l'ensemble de la compétence à compter du 01/01/2017, alors que les communes, notamment la nôtre, ont investi pour créer ces zones.

Mme Alice Séon a fait part de son refus de participer à la commission extra-municipale. Cette commission s'est réunie le 25 janvier 2016, lors de laquelle il a été présenté le bilan de l'année 2015.

Mme Danielle Landez regrette que les délégués du CCAS n'aient pas été prévenus avant, elle pensait qu'ils avaient été consultés.

M. le Maire répond qu'il souhaitait avoir des informations complémentaires avant de les réunir ; ces informations ont tardé à nous parvenir.

#### **Acquisition des locaux de l'ex gendarmerie**

M. le Maire informe que la Commission permanente du Conseil départemental a accepté, lors de sa séance du 15 janvier 2016, la cession des locaux de l'ex-gendarmerie à la Commune pour un montant de 43 000 € correspondant à l'indemnité que devra verser le Département à la SNI en raison de l'interruption anticipée du bail emphytéotique initialement conclu. Ce montant est en deçà de l'estimation de France Domaine établie à 354 200 €.

#### **Travaux en régie**

M. le Maire rend compte des travaux effectués en régie :

- Remplacement des radiateurs du logement situé Place du Foirail et de l'Entrepotes ;
- Pose de chenaux au niveau de la sacristie, réfection des peintures de la sacristie ;
- Mise en place de programmeurs de chauffage au bureau de l'assistante sociale ;
- Réparations diverses et nombreuses à la salle des sports

#### **RD 144 – Limitation de tonnage**

A la suite du signalement de la dégradation de la chaussée de la RD 144, régulièrement empruntée par des poids lourds, par M. Bernard Bardou, M. le Maire a saisi le Service des Routes du Département pour en limiter le tonnage.

Compte-tenu de l'étroitesse de cette route départementale de 3<sup>ème</sup> catégorie et de sa structure de chaussée non appropriée à un trafic lourd, un avis favorable à cette limitation de tonnage a été rendu. L'itinéraire à privilégier par les poids lourds est celui empruntant les routes départementales de 1<sup>ère</sup> catégorie (RD 84 – RD 112).

#### **Compte-rendu expertise Trésorerie**

M. le Maire fait part du compte-rendu de la société d'expertises Eurexo mandaté par Groupama : Les dommages constatés à l'étage ne proviennent pas de problèmes de mouvements de terrain mais de défauts de réalisation des plafonds.

Par contre les dommages du rez-de-chaussée sont dus à un affaissement, qui peut être lié à des mouvements différentiels des sols engendrés par la sécheresse de 2011 ou à un défaut d'adaptation entre la structure d'origine et les travaux réalisés en 1998. Pour en confirmer l'origine et les réparations à envisager, le bureau d'études ECR réalisera des investigations géotechniques. Après leur intervention les travaux à réaliser seront déterminés.

#### **ALAE**

L'équipe d'animation souhaiterait acquérir du mobilier pour ranger les jeux nécessaires aux activités. Le devis s'élève à 1 500 € environ, cette demande sera étudiée lors du vote du budget.

#### **Vélo-sport Léo Lagrange**

M. le Maire rappelle que la commune a accueilli en 2015 une étape du tour du Tarn cadets, le Président de l'association souhaiterait renouveler le partenariat et que la Commune accueille la 4<sup>ème</sup> étape du tour du Tarn cadets prévue le 8 mai 2016. Dans le cas d'un avis favorable, une subvention de 500 € est sollicitée. A l'unanimité, le Conseil municipal accepte cette proposition.

#### **Sainte Barbe**

Beaucoup de participants, environ 300, à la Ste Barbe du Groupement Ouest du 16 janvier 2016.

### **Assemblées générales**

#### **- Comité des fêtes**

Le bureau sortant a été réélu.

Les fêtes se dérouleront le week-end du 10 juillet 2016. Ils recherchent une animation pour le dimanche après-midi puisque la manifestation d'exposition de voitures n'aura pas lieu en même temps que les fêtes mais le dimanche 3 juillet 2016.

#### **- Los Desferrats**

66 adhérents licenciés et 47 présents à l'assemblée générale. Des sorties sont organisées les mercredi après-midi et dimanche matin (marche nordique une fois sur deux), auxquelles s'ajoute une sortie « zen » le lundi-après-midi.

Le club a beaucoup de succès et souhaiterait limiter les nouveaux adhérents à St Paul Cap de Joux et Damiatte.

- M. le Maire informe que les dossiers de demande de subvention ont été envoyés aux associations, auxquels il a joint une note rappelant que les subventions ne devaient pas servir à faire de la trésorerie et qu'ils comptaient sur la « sincérité » de leur demande.

### **CCLPA**

- Projet d'aménagement de Cabrilles : M. le Maire informe que le partenaire du projet de logements pour seniors a changé d'investisseur, la société PACFA a repris ce projet.

- PLUi : une personne a été recrutée sur un CDD de 3 ans comme responsable du service Urbanisme – Développement économique.

Le PLU de la commune de Fiac a été approuvé à l'unanimité.

- Un inventaire des objets culturels d'avant 1905 a été réalisé. Ces objets seront exposés dans le cadre des Journées du Patrimoine, les communes disposeront d'une copie de cet inventaire.
- Adoption du plan de financement de l'agrandissement du centre technique de Lautrec (construction de 700 m<sup>2</sup> et réaménagement de 187 m<sup>2</sup>).
- Le séminaire annuel des délégués communautaires s'est déroulé le samedi 9 janvier 2016 : beaucoup de temps perdu sur la présentation d'un état des lieux des compétences exercées, mais le travail en groupe est très intéressant et enrichissant. Ce sont toujours les mêmes carences qui sont constatées : communication, le très haut débit, développement économique.

### **Agriculture**

Eric Vernhères donne une information sur les difficultés rencontrées par les exploitations d'élevage palmipède.

Le 15 janvier 2016, la Préfecture du Tarn a placé le département en zone de restriction comme 16 autres départements du Grand Sud Ouest pour ce qui est de la grippe aviaire (Influenza aviaire), même si aucun cas n'a été constaté sur le Département. Cette maladie ne concerne que les oiseaux, avec une particularité concernant les oies et les canards qui peuvent être porteurs sains de ce virus (ils peuvent transmettre l'épizootie sans eux-mêmes être malades).

Pour mettre fin à la propagation du virus, le ministère de l'Agriculture a annoncé la suspension de l'approvisionnement des exploitations en canetons à compter du 18 janvier 2016 afin de tarir progressivement les élevages, qui une fois vides, seront tous désinfectés puis reconstitués en milieu sain.

Les petits producteurs vont être pénalisés par rapport aux revendeurs qui vont se fournir à l'étranger. Les producteurs ont stoppé leur production pendant six mois et doivent mettre en place le nettoyage, la désinfection et le vide-sanitaire. Seuls les canetons en place iront jusqu'au terme de leur production.

Le Ministre de l'agriculture a annoncé que 130 millions d'euros seront alloués aux producteurs de palmipèdes pour indemniser les pertes de revenu. Comment ces aides seront réparties entre les gros industriels et les petits producteurs ? Les normes ne seront-elles pas encore plus draconiennes ? Les petites exploitations pourront-elles survivre ?

Fin de séance.